

**30 septembre 2007, Québec**

**Allocution à l'occasion de l'émission radiophonique hebdomadaire de la Tribune parlementaire**

Cet été, j'ai eu l'occasion comme premier ministre de me déplacer dans plusieurs régions du Québec. Je suis allé en Abitibi-Témiscamingue, je suis allé au Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans le Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie, enfin en Chaudière-Appalaches. Un peu partout, j'ai rencontré les Québécois dans leurs milieux de travail, j'ai rencontré des élus, des intervenants locaux et ç'a été l'occasion pour moi de faire un peu le constat d'où nous en sommes actuellement au Québec.

Et je veux partager avec vous aujourd'hui deux constats : un constat sur les transformations que nous avons vécues au niveau de l'État, puis un deuxième constat sur l'économie. Mais d'abord permettez-moi de vous parler des changements qu'on a faits au niveau de l'État depuis 2003. Au moment de notre élection, notre ambition à nous, c'était de mettre fin au gaspillage, remettre de l'ordre dans l'état des finances publiques, faire en sorte que votre argent à vous, que vous payez de vos impôts, soit le mieux géré possible. En 2007, c'est avec beaucoup de fierté que je fais le constat suivant : on a fait un ménage très important dans les affaires de l'État, dans les sociétés d'État. Entre autres, on a réussi à contrôler nos dépenses. Le Québec a été, avec la Colombie-Britannique, la province qui a le mieux contrôlé la croissance de ses dépenses. Mieux que le gouvernement fédéral, en passant. Ça nous a permis de dégager des marges de manœuvre pour qu'on puisse mettre en place un fonds des générations pour commencer à réduire le poids de la dette dans notre société.

D'ailleurs, si on prend la dette par rapport à la taille de notre économie, ce qu'on appelle le PIB, la dette du Québec diminue d'année en année. Elle est sur une pente ascendante. Et c'est la façon correcte de calculer la dette. Alors, on a fait déjà des progrès très importants. En plus, on a mis en place un programme pour remplacer un seul fonctionnaire sur deux qui va à la retraite. En fait, il y a 7 000 personnes/année de moins qui travaillent pour le gouvernement du Québec depuis 2003. Et la taille de l'État québécois est à son plus bas niveau depuis plus d'une trentaine d'années. C'est donc dire qu'il s'est fait un travail colossal.

Je vous parlais des sociétés d'État tantôt. La Caisse de dépôt et placement, la Société générale de financement, Investissement Québec, partout le ménage a été fait. Le résultat, bien, il est positif pour vous, puis se reflète dans vos poches parce que la cote de crédit du Québec, cette cote de crédit qui détermine les taux d'intérêt que nous payons sur notre dette, a été rehaussée, ce qui veut dire qu'on paie moins d'intérêt sur la dette. Ça veut dire qu'on nous reconnaît des efforts très importants que nous avons faits comme Québécois pour gérer nos finances publiques.

Tout ça, ça met la table pour le deuxième constat. L'autre constat que je fais, c'est que l'économie du Québec va bien. Que l'économie est bien gérée. Le taux de chômage actuellement à 7 % est à son plus bas depuis une trentaine d'années, puis le taux de chômage a baissé dans 14 régions sur 16 au Québec. Il y a un nombre record de personnes qui vont au travail à chaque matin actuellement au Québec. C'est presque quatre millions de personnes tous les jours. Il y a plus de 55 000 personnes de moins à l'aide sociale. Ça, c'est

un chiffre que j'aime beaucoup parce que ça veut dire que des gens ont retrouvé la dignité du travail dans beaucoup de cas, ça veut dire qu'il y a moins de dépendance sur les programmes de soutien au revenu. La construction tourne à plein, le développement énergétique et... Le développement minier va très bien et il crée actuellement des milliers d'emplois au Québec.

Ça ne veut pas dire que tout va bien partout. Ceux qui vivent, entre autres dans les régions forestières, savent qu'actuellement nous vivons une profonde crise dans le secteur forestier. Le gouvernement avec les intervenants a beaucoup investi à ce niveau-là depuis les deux dernières années. On a mis pour un virgule quatre milliards de dollars de programmes sur la table avec une priorité pour les travailleurs et leurs familles, mais la crise dure. Et avec un dollar qui est presque à parité avec le dollar américain, ça ne facilite pas nos exportations, surtout que le marché américain connaît actuellement une période de déclin.

L'autre secteur qui vit actuellement une période difficile, c'est le secteur manufacturier. Encore là, le dollar canadien, la valeur du dollar canadien nous fait mal, en plus de la compétition qui nous arrive des pays émergents, que ce soit de l'Inde, de la Russie ou de la Chine. Il y a une pression très forte et on doit, nous, comme Québécois se préoccuper de ces changements. Cela étant dit, maintenant que nous avons fait le ménage dans les finances publiques, que l'économie du Québec va bien, qu'on a réussi à se redonner une certaine marge de manœuvre, regardons en avant ce que nous voulons pour l'avenir du Québec. Et ce que je veux, moi, comme premier ministre, c'est une période de croissance économique plus forte, davantage de création de richesse. Comment y arriver? Bien, je vous propose des projets très précis : nous voulons... Et j'ai poussé très fort pour que nous ayons une négociation pour un accord transatlantique entre l'Union européenne et le Canada. L'idée derrière ça, c'est d'intensifier les investissements, les échanges commerciaux entre l'Union européenne, que ce soit la France ou l'Allemagne, avec le Canada, incluant le Québec, pour que nous puissions diversifier davantage nos marchés. En d'autres mots, ouvrir un nouvel espace de commerce ou l'agrandir, à tout le moins pour qu'on puisse prospérer davantage. Pourquoi le Québec pousse fort là-dessus?

Parce que le Québec c'est la porte d'entrée à l'Europe, ici, en Amérique du Nord. C'est nous les Québécois qui allons être les premiers à bénéficier d'un tel accord et c'est nous qui sommes les premiers à accueillir les investissements étrangers qui viennent de l'Europe, parce que les Européens se reconnaissent naturellement au Québec.

En plus de ça, il y a un autre projet qui s'ajoute à celui-là, un projet novateur, un projet de négociation d'un accord global de reconnaissance des compétences entre la France et le Québec. L'été dernier, j'ai eu l'occasion de rencontrer le nouveau président français Nicolas Sarkozy. Il m'a reçu à l'Élysée. À ce moment, je lui ai proposé le projet suivant : qu'on soit les premiers au monde à négocier un accord qui ferait en sorte qu'un médecin qui est médecin en France est médecin au Québec. Un ingénieur québécois est ingénieur en France. Un plombier au Québec est plombier en France. Un artisan français est reconnu également ici. Un accord qui pousserait le plus loin possible la reconnaissance des compétences de telle sorte qu'on puisse dégager tout un nouvel espace de mobilité pour la population du Québec et pour que nous puissions en même temps attirer ici au Québec des immigrants étrangers, incluant et surtout évidemment des Français, pour venir travailler chez nous, habiter nos

régions, construire et ajouter leurs bras, leur cœur à la construction du Québec. Voilà deux projets emballants très importants qui tombent bien parce que, dans la deuxième partie de 2008, le président français assumera la présidence de l'Union européenne. Ce sera l'occasion de décider si, oui ou non, on va de l'avant avec la négociation de cet accord transatlantique, indépendamment du fait que nous voulons conclure une entente de reconnaissance globale des compétences.

À cela, j'ajoutent deux autres projets importants : nous avons conclu avec le gouvernement de l'Ontario un projet de négociation d'un accord de libre-échange. C'est donc dire qu'on pousserait encore plus loin une entente qu'on a conclue, il y a deux ans, pour la mobilité de la main-d'œuvre, pour l'investissement et pour le commerce avec notre voisin immédiat avec qui nous faisons beaucoup d'affaires, notre voisin de l'Ontario. C'est un marché de 14 millions de personnes. Et, en plus, lors de la dernière réunion des premiers ministres du Canada au Conseil de la fédération à Moncton, au Nouveau-Brunswick, nous avons également décidé de négocier un accord sur la mobilité de la main-d'œuvre partout au Canada pour au plus tard le 1er avril 2009, quitte à légiférer s'il faut y arriver.

Vous voyez, mesdames et messieurs, l'idée derrière ça, c'est la suivante : c'est qu'on puisse dégager tout un nouvel espace de croissance économique et de mobilité pour les citoyens québécois pour vous, pour vos enfants, et qu'on puisse en même temps attirer ici au Québec les meilleurs cerveaux, les bras, les cœurs qu'il nous faut pour construire le Québec, surtout dans un contexte de vieillissement de population où la natalité ne réussit pas à remplacer la population active. Il y a derrière ça, mesdames et messieurs, une vision de ce que nous devons faire sur le plan économique, sur les frontières que nous devons traverser, si nous voulons donner au Québec toute la place qui lui revient dans le monde. La vraie compétition, celle que nous allons pouvoir gagner, surtout avec les pays émergents, se fera au niveau des cerveaux, se fera au niveau de l'innovation. Et c'est en s'ouvrant, comme on l'a fait dans le passé avec les accords de libre-échange avec les États-Unis, que le Québec sera le grand gagnant. C'est ce plan que je veux défendre dans les prochains mois, les prochaines semaines. J'aurai l'occasion de le faire sans doute à la rentrée parlementaire et ce qu'il y a derrière ça, c'est cette volonté, cette volonté très ferme d'avoir une plus forte croissance économique et de créer davantage de richesse pour vous, pour améliorer la qualité de vie des Québécois.

Pour y arriver, permettez-moi un commentaire d'actualité : il y a une commission parlementaire qui s'est penchée, il y a quelques jours, sur la question des niveaux d'immigration. Mon gouvernement, mon parti, je suis parmi ceux et celles qui croient que nous devons encourager l'immigration vers le Québec tout en intégrant les gens en fonction de nos valeurs dont certaines sont non négociables. Je pense, entre autres, à l'égalité des femmes et des hommes, au fait qu'on vit en français au Québec. Mais si je me fie à la tournée que j'ai faite cet été... Je vais vous raconter une anecdote. Je suis allé à Alma, au Festival gourmand, et au moment de la cérémonie d'ouverture, un épicier du nom d'André Dubé — ils sont propriétaires, la famille Dubé, de quelques épiceries dans la région du Lac-Saint-Jean — prenait la parole pour m'interpeller comme premier ministre et me dire : « Monsieur Charest, on n'a pas suffisamment de main-d'œuvre dans nos épiceries ici dans le Lac-Saint-

Jean. Et pourtant, il y a d'excellents emplois, d'occasions d'affaires, d'opportunités pour nos jeunes ».

C'est donc dire à quel point c'est important pour nous de s'ouvrir vers l'extérieur si nous voulons maintenir aussi la croissance économique dans nos régions.

Mesdames et messieurs, j'ai voulu partager avec vous ces quelques réflexions qui, j'espère, inspireront quelques réactions. Si vous avez des commentaires à faire, n'hésitez pas à nous les formuler et je compte bien vous retrouver la semaine prochaine.

Bon dimanche, bonne semaine!